

# ASAMBLEA POPULAR DE LOS PUEBLOS DE OAXACA (APPO)

## Mexique

### Données clés

- Date de création: 17-21 juin 2006
- Statut: Assemblée d'organisations sociales
- Secteur d'intervention: Rural
- Lieux d'implantation: Etat de Oaxaca, Mexique, siège de l'organisation à Oaxaca de Juarez
- Principaux dirigeants: Aucun (prédominance dans la pratique du syndicat SNTE).
- Site de l'organisation: Aucun



### Aperçu Historique

L'état de Oaxaca est le plus pauvre du Mexique - en 2014, un million cent trente mille (28,3%) oaxaqueños vivait en situation de pauvreté extrême, un million quatorze mille en 2006- et compte la plus importante population indigène du pays. Il est atomisé en un très grand nombre de municipalités (570) qui représente 23% du total national. Ce processus d'émiettement territorial ne correspond pas aux normes nationales pour la définition d'un « municipio » (la plupart des *municipios* de Oaxaca sont trop petits pour bénéficier de ce statut) mais reflète un schéma d'organisation politique indigène: la communauté.

Les grands retards de l'état en matière d'éducation, de justice ou d'attention sociale, couplés à cette configuration sociale et territoriale particulière ont donné naissance à une pratique singulière de la participation politique populaire dans l'état. Face aux insuffisances institutionnelles structurelles, notamment en matière de justice, les citoyens de l'état se sont peu à peu éloignés de la règle officielle, recourant à des voies extralégales et parfois violentes pour résoudre leurs conflits et exprimer leur mécontentement. La pratique politique singulière de l'état de Oaxaca a parfois été régularisée *ad hoc* par le gouvernement national, qui y a reconnu l'exercice politique indigène sans pour autant entreprendre les réformes nécessaires à l'application formelle de ce droit. Malgré l'intégration des « usages et coutumes » des peuples indigènes dans la pratique politique en 1995 (Code électoral local) et en 1998 (*Ley de Derecho de los Pueblos*), o la reconnaissance du droit à l'autonomie et à l'autodétermination des indigènes en 2001 (dans la Constitution fédérale), on assiste depuis les années 2000 à une tentative de récupération des luttes sociales par les partis traditionnels nationaux - comme le *Partido Revolucionario Institucional* (PRI) - qui cherchent à mettre en place un système partisan pour la résolution des conflits. La lutte pour le pouvoir municipal voit s'opposer au PRI des groupes non partisans, qui luttent pour un retour aux systèmes normatifs traditionnels dans un contexte plus général de modernisation agricole et industrielle de la région, qu'ils estiment porter atteinte aux spécificités culturelles de Oaxaca.

L'origine de la révolte de Oaxaca de 2006 s'inscrit également dans la lignée d'une forte mobilisation professorale. Depuis 1980 les professeurs militent pour de meilleures conditions de travail et se sont constitués comme les chantres des revendications des citoyens. Les professeurs sont organisés au sein de la section 22 du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation (*Sindicato Nacional de los Trabajadores de la Educación*, SNTE). Tous les ans, à l'occasion de la fête du travail ou de la journée des professeurs (15 mai), le syndicat présente aux autorités locales des demandes relatives à l'amélioration des conditions d'enseignement. Néanmoins, le 22 mai 2006, après l'ouverture d'un cycle de discussions autour de dix-sept points présentés au gouvernement de Oaxaca par le syndicat, les professeurs déclarent une grève indéterminée au motif que les autorités n'ont pas proposé de réponses satisfaisantes à leurs demandes. L'occupation du centre historique de la capitale de l'état par les syndicats est violemment délogée par la police le 14 juin. La répression policière constitue un tournant dans la protestation puisqu'elle provoque l'union de plusieurs organisations (sociales, étudiantes, ouvrières, populaires et d'autres secteurs de la société) à la cause des professeurs, dans un effort commun pour « libérer Oaxaca du pouvoir autoritaire ».

C'est dans ce contexte qu'est créée, entre le 17 et le 21 juin 2006, la *Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca* (APPO). Il s'agit d'une assemblée regroupant diverses organisations locales et qui représente la culture politique particulière née à Oaxaca. C'est une synthèse du syndicalisme professoral, du communalisme indigène, du municipalisme, du régionalisme, des nouvelles organisations sociales dans les quartiers pauvres et la périphérie de Oaxaca et plus généralement de tous les courants représentant les populations marginalisées de l'état. Autour de cette assemblée s'organise un mouvement socio-politique plus ample, connu comme « La Commune de Oaxaca » dont le nom et la pratique des barricades font référence à la Commune de Paris de 1871.

## Organisation de la Commune de Oaxaca et de l'APPO

### *Superposition des revendications professorales et citoyennes*

La principale revendication de la APPO est la démission du gouverneur Ulises Ruiz, accusé d'un exercice autoritaire du pouvoir.

Le mouvement de la Commune de Oaxaca structuré autour de l'APPO se propose de dégager à partir des spécificités de l'état une réflexion autour d'un nouveau mode d'exercice du pouvoir, plus proches des citoyens et des coutumes locales. Le mouvement de la « Commune de Oaxaca » se traduit par l'installation de barricades dans le centre historique de Oaxaca de Juarez, occupé par les « appistes » et la prise de contrôle de la chaîne étatique de télé, du canal de Radio Universidad et d'autres chaînes de radio privées. Les appistes occupent également les bâtiments gouvernementaux et le Congrès local, duquel ils demandent l'extinction des pouvoirs.

La structure de l'APPO est profondément imprégnée par la pratique politique indigène. Au cœur de l'assemblée indigène se trouve l'assemblée communautaire dans laquelle les décideurs consultent les autorités traditionnelles locales avant la prise de toute décision importante. L'importance du consensus pour la prise de décisions dans les sociétés indigènes est reprise par l'APPO, qui place les différentes organisations qui la composent sur un pied d'égalité. L'APPO est composée d'une assemblée générale, de deux corps de sécurité visant à protéger les grévistes et les barricades des actions policières et militaires, ainsi qu'à enrayer la délinquance commune, en expansion depuis le début de la révolte: le *Heroico cuerpo de topiles y las unidades móviles* et la *Policía Magisterial*. Le SNTE est la colonne vertébrale du mouvement et constitue un pont entre le monde rural et le monde urbain car une bonne partie des professeurs manifestants viennent du milieu rural. Sont également déployées des unités d'assistance médicale dans le centre historique à l'occasion des barricades.

En pratique, l'horizontalité affichée de l'APPO est plus complexe. Si la participation des mouvements sociaux locaux a eu une réelle influence sur l'orientation des actions de l'APPO (notamment contre ses tentatives de conciliation avec les autorités locales et les forces de police), ceux-ci n'ont jamais réussi à obtenir une représentation décisive dans la commande politique du mouvement.

### Historique

Le 27 octobre, après des affrontements meurtriers entre manifestants et forces non conventionnelles envoyées par le gouverneur, le président Vicente Fox ordonne le déploiement de la *Policía Federal Preventiva* qui combat les appistes jusqu'au 1er décembre. Plusieurs bâtiments publics sont brûlés dans ces affrontements entre forces policières - dont certains sont des militaires habillés en policiers - et manifestants. Le 29 novembre, la dernière barricade est démantelée et les « brigadiers » de l'APPO quittent le siège de Radio Universidad, la dernière chaîne de radio contrôlée par le mouvement. Le 4 décembre, d'autres représentants de l'APPO sont arrêtés à Mexico dont le dirigeant de la *Nueva Izquierda de Oaxaca* (NIOAX), Flavio Sosa, une des figures les plus importantes du mouvement.

### Postérité

Malgré l'organisation d'un deuxième congrès en 2009, le mouvement de l'APPO s'essouffle. Ebranlée par la défection de certaines de ses composantes qui choisissent de dialoguer séparément avec le gouvernement et la réduction conséquente de sa base sociale, l'APPO cesse d'exister. L'assemblée a contribué de façon indéniable au développement de la conscience politique des classes populaires de l'état, dont le degré de mobilisation a augmenté en peu de temps. L'expérience inédite de 2006 est régulièrement invoquée par les organisations sociales locales, qui préconisent l'extension des pratiques délibératives établies par l'assemblée dans les débats de la société civile. La tentative de reconstitution de l'APPO menée par la section 22 du SNTE à Oaxaca en 2013 démontre combien l'assemblée a marqué la lutte sociale dans l'état.

## Analyse

Comme l'écrit David Recondo en 2007 dans *Crónica de una muerte anunciada: el ocaso del partido de Estado en Oaxaca*: « Ce n'est pas un hasard si, pour la première fois en 26 ans, la grève professorale dérive en un conflit d'une telle magnitude ». Contrairement aux années précédentes, la répression musclée de la grève des professeurs par le gouvernement témoigne de la politisation d'un conflit à l'origine circonscrit aux syndicats locaux.

Ce phénomène est dû à deux facteurs principaux. Premièrement, la tentative de récupération partisane du mécontentement communautaire par des partis nationaux traduit la volonté du gouvernement national de contrôle du monde rural mexicain. Elle met en relief le conflit entre l'imposition d'une modernité à marche forcée et la particularité culturelle de l'Etat de Oaxaca, dont les communautés perdent peu à peu leur autonomie. Les concessions faites aux populations indigènes dans les années 1990 n'étaient pas sans arrière-pensées: il s'agissait de préserver la gouvernabilité de l'état de Oaxaca et de lutter contre le délitement de l'assise du PRI à Oaxaca. De manière plus générale, loin d'une reconnaissance de la pluralité, il existe au Mexique une certaine manipulation de la diversité culturelle au profit des intérêts des élites traditionnelles, qui ne donne pas lieu à une véritable représentation de la réalité indigène à l'échelle étatique et fédérale.

Deuxièmement, très ironiquement, le soulèvement contre Ulises Ruiz est expliqué par certains experts comme découlant du manque d'insertion du gouverneur dans les réseaux clientélistes locaux. Devant financer la campagne présidentielle de Roberto Madrazo, Ulises Ruiz ne disposait plus des fonds suffisants pour acheter les loyautés politiques établies par son prédécesseur. Ajoutant à cela le choix de la répression contre les manifestants, l'équilibre fragile entre cooptation, intimidation et répression à Oaxaca est ébranlé et ne résiste pas à l'organisation des masses mécontentes mais jusqu'alors peu organisées entre elles.

Les racines de la rébellion de Oaxaca ne sont cependant pas circonscrites à l'état ou à l'histoire locale de ses professeurs. Les événements de 2006 sont aussi l'expression d'un sentiment national de délégitimation et de fraude du PRI, face aux revers sociaux de la politique économique d'un des

gouvernements les plus libéraux d'Amérique Latine et surtout face aux révoltes minières et populaires réprimées dans le sang, telles que l'insurrection du Chiapas, l'état voisin, qui gronde depuis 1994.

La comparaison de la période de l'APPO avec les manifestations de 2016 est éclairante. La persistance des problèmes structurels des institutions nationales et des revendications populaires y est flagrante. Les manifestations de 2016 répondent à un projet de réforme de l'éducation lancée par le gouvernement en 2013. Les professeurs militent pour les mêmes demandes qu'en 2006 et contre certaines propositions controversées dans le projet, telles que l'assignation des professeurs sur désignation du gouvernement et non plus du syndicat comme cela était le cas antérieurement. La même volonté étatique de contrôle sur le monde rural par la cooptation des professeurs transparait en filigrane dans la proposition de réforme. La persistance du mode de réponse gouvernemental aux manifestations professorales rappelle également les événements de 2006. A un refus catégorique de renégocier l'accord, s'ajoute une violente répression par les forces de police, que certains manifestants accusent d'être complétées par des forces non-conventionnelles et des militaires en civil.

## Bibliographie

COMISION NACIONAL DE DERECHOS HUMANOS, *Informe Especial sobre los Hechos Sucedidos en la Ciudad de Oaxaca del 2 de junio de 2006 al 31 de enero de 2007*,

CONEVAL, *Informe por entidades federativas - Oaxaca, Pobreza estatal 2014*, 2014

DA COSTA, Mariana, *La tradición indígena y la APPO*, XXVI Congreso de la Asociación Latinoamericana de Sociología. Asociación Latinoamericana de Sociología, Guadalajara, 2007.

DANTAS, Gilson, « O que foi a Comuna de Oaxaca? », *Esquerda diaria*, 8 de julho 2009

HERNANDEZ NAVARRO, Luiz, La APPO, publicado en *La Jornada*, 21 de noviembre de 2006

RECONDO, David, *Crónica de una muerte anunciada: el ocaso del partido de Estado en Oaxaca*, agosto/mayo de 2007, Saberes y razones, *Desacatos* n°24